

Voltaire et le Grand Siècle

Sous la direction de

JEAN DAGEN

et

ANNE-SOPHIE BARROVECCHIO

SVEC

2006:10

VOLTAIRE FOUNDATION

OXFORD

2006

© 2006 Voltaire Foundation, University of Oxford

ISBN 0 7294 0884 1
ISSN 0435-2866

Voltaire Foundation
99 Banbury Road
Oxford OX2 6JX, UK

A catalogue record for this book
is available from the British Library

The correct reference for this volume is
SVEC 2006:10

This series is available on annual subscription

For further information about *SVEC*
and other Voltaire Foundation publications see
www.voltaire.ox.ac.uk

This book is printed on acid-free paper

Typeset and printed in Europe by the Alden Group, Oxfordshire

PETER CAMPBELL

Voltaire et le parlement de Paris

EN dépit de plus de deux siècles d'études, il reste beaucoup à dire sur l'attitude de Voltaire face au parlement de Paris. Après la brève analyse qu'il consacre au parlement dans les chapitres 4 et 5 du *Siècle de Louis XIV*, Voltaire est revenu à maintes reprises sur cette thématique: je mettrai l'accent sur son *Histoire du parlement* de 1769, mais il ne faut pas oublier non plus ses écrits en faveur de Maupeou, ni les dernières pages ajoutées en 1775 à l'*Histoire*. L'ensemble de son œuvre sur la question reprend à plusieurs reprises des arguments analogues, traités cependant de manière plus ou moins détaillée selon les circonstances et les buts poursuivis.

L'analyse de ces discours a souvent été faite mais la complexité de leur genèse a généralement échappé à ses commentateurs. Sans vouloir être exhaustif, je tâcherai néanmoins de fournir quelques indications concernant l'écart entre les arguments énoncés dans les textes finaux et ceux qui auraient pu l'être. Avec l'aide des conclusions de la recherche récente sur l'histoire du parlement et d'un examen approfondi du contexte politique, on peut faire une nouvelle lecture de ces écrits qui nous permettra de repérer les stratégies et les choix d'auteur qui donnent un nouvel éclairage sur les intentions de Voltaire.

Après un bref résumé des écrits de Voltaire sur le parlement, sur l'historiographie de cette importante institution judiciaire, j'exposerai dans la première partie les idées majeures de Voltaire à propos du parlement; la deuxième partie évoquera ses stratégies d'auteur; enfin, une analyse de l'attitude de Voltaire dans l'affaire Maupeou pourra éclairer le goût de Voltaire pour la 'culture de son jardin'.

On peut diviser les écrits de Voltaire sur le parlement de Paris en trois phases dont la première se situe avant l'affaire Calas (*Le Siècle de Louis XIV*), la deuxième après l'affaire Calas mais toujours avant 1771 (*Précis du Siècle de Louis XV*, *Histoire du parlement*, *Dictionnaire philosophique*); la troisième phase concerne sa production des années 1771-1775 où transparaissent plus clairement ses intentions politiques, à la suite du coup d'Etat de Maupeou.¹ Il faut aussi reconnaître qu'à l'époque du *Siècle*, Voltaire

1. En 1771, probablement entre mars et mai, Voltaire publie huit textes de propagande. Loin d'être ceux d'un simple libelliste, ces textes expriment des vues conformes à ses écrits antérieurs, mais justifient les réformes par des arguments qui lui sont propres, et prévoient d'autres réformes de la jurisprudence. *Avis important d'un gentilhomme à toute la noblesse du royaume*; *Fragment d'une lettre écrite de Genève*; *Sentiments des six conseils établis par le roi et de tous les bons citoyens*; *Réponse aux remontrances de la cour des aides, par un membre des nouveaux conseils*

en savait moins sur le parlement que par la suite – par exemple il pensait alors que le parlement n'avait plus aucun pouvoir après les interventions du roi en 1655 et 1673, tandis que plus tard, il comprit l'importance des parlementaires dans les commissions royales des années 1660.² Enfin, il ne faut pas oublier que sa correspondance témoigne de ses vues de façon peut-être plus sincère que dans ses publications.

Il y a quarante ans, des maîtres tels que René Pomeau, Furio Diaz, Peter Gay, Theodore Besterman et John Brumfitt ont publié des ouvrages sur Voltaire et l'histoire, ou sur ses conceptions politiques.³ Depuis lors, nous n'avons connu que des publications ponctuelles (Nuci Kotta en 1966, Robert Tate en 1972, Diego Venturino en 1994 et un chapitre important de Durand Echeverria en 1985).⁴ Dans ces études, la vision voltairienne du rôle du parlement de Paris est filtrée à travers une interprétation aujourd'hui révolue de la montée de l'opposition aristocratique et parlementaire, ce qui limite désormais leur capacité explicative. En outre, un certain nombre des débats dans les années cinquante sont maintenant stériles, tel celui autour du terme 'absolutisme constitutionnel' ou bien 'despotisme éclairé', qui ont tant préoccupé Gay et Besterman.

En effet, si l'on se tourne du côté des spécialistes de l'histoire du parlement, il est possible de cerner trois courants dont un seulement met l'accent sur cette montée d'opposition attribuée au parlement. Le premier serait constitué par Jules Flammermont au dix-neuvième siècle, puis Roland Mousnier, Alfred Cobban, Franklin Ford, François Bluche, Michel Antoine et Lucien Laugier plus récemment. A l'exception de Flammermont, tous acceptent une version conservatrice de la responsabilité du parlement dans la chute de la royauté en 1789, et comme Voltaire, tous font l'éloge de Maupeou, considéré comme le ministre qui pouvait sauver la monarchie, le réformateur par excellence qui s'attaque

souverains; Très-humbles et très-respectueuses remontrances du Grenier à Sel; Lettre d'un jeune abbé; Les Peuples aux parlements; L'Equivoque, dans *M*, t.28, p.381-424. Il est à noter que Voltaire avait en 1750 publié un pamphlet, *La Voix du sage et du peuple*, où il écrit que 'le prince doit être maître absolu de toute police ecclésiastique, sans aucune restriction'.

2. Voltaire en parle dans le *Précis du siècle de Louis XV*, et dans une lettre sur son repli sur soi et son goût réitéré pour la culture de son jardin! Il est à noter que le livre d'A. N. Hamscher, *The Parlement de Paris after the Fronde* (Pittsburgh, PA, 1976), démontre d'une façon assez nette que le parlement a su conserver presque tout son pouvoir sous Louis XIV, et que l'apparente soumission du parlement était due à un bon 'management politique' par les ministres.

3. Voir R. Pomeau (éd.), *OH*; F. Diaz, *Voltaire storico*; P. Gay, *Voltaire's politics: the poet as realist* (Princeton, NJ, 1959); J. H. Brumfitt, *Voltaire historian*; Th. Besterman, 'Voltaire, absolute monarchy, and the enlightened monarch', *SVEC* 32 (1965) et *Voltaire* (New York, 1969), p.294-307.

4. N. Kotta, 'Voltaire's *Histoire du Parlement de Paris*', *SVEC* 41 (1966), p.219-30; R. S. Tate, 'Voltaire and the parlements; a reconsideration', *SVEC* 90 (1972), p.1529-43; D. Venturino, 'Histoire et politique; quelques réflexions autour de l'*Histoire du parlement de Paris*', dans *Voltaire et ses combats*, éd. U. Kølving et C. Mervaud, p.1371-78; D. Echeverria, 'Voltaire', dans *The Maupeou revolution* (Baton Rouge, LA, 1985), ch.5, p.147-68.

aux parlementaires égoïstes et politiquement ambitieux. Pour ces historiens, le parlement aurait empêché les réformes d'une monarchie administrative et réformatrice.⁵ Jean Egret, qui écrit en 1970, est beaucoup plus nuancé; il se montre très sceptique envers cette idée de l'opposition aristocratique et met l'accent sur le sens du devoir des magistrats, sur leur bonne foi pourrait-on dire. Egret s'approprie une position déjà prise au dix-huitième siècle par les apologistes du parlement: le parlement était bien nécessaire comme corps intermédiaire, son rôle étant de limiter la marche de la monarchie vers le despotisme.⁶

Plus récemment, à la suite des travaux d'Egret et d'Albert Hamscher qui nous ont permis de reconsidérer les rapports entre la monarchie et ses cours souveraines, un certain nombre de spécialistes insistent sur le fait que les magistrats d'ancien régime sont essentiellement des juges dans un système politique fondé sur l'esprit corporatif.⁷ En tant que juges corporatifs, leur premier souci fut de conserver ou augmenter leur juridiction, et ce sont les problèmes de juridiction et non pas les questions politiques qui caractérisent leurs remontrances. Les magistrats ne sont donc pas des hommes vraiment politiques, et c'est en quoi l'historiographie nous apporte un deuxième élément important. Leurs activités politiques sont susceptibles d'être maîtrisées par un bon 'management' politique, dans un système politique où les rapports entre les pouvoirs sont plutôt fluides – en tout cas beaucoup moins rigides que ce que l'on a pensé autrefois – et caractérisés par les querelles de juridiction. On a tendance à expliquer maintenant que les rapports entre les magistrats et le ministère sont empreints de clientélisme et révèlent en outre des liens entre les factions à la cour et des factions à l'intérieur du gouvernement ou de la cour royale. Le parlement perd ainsi une part de sa responsabilité dans les déboires de la monarchie: plutôt que de chercher les origines de l'opposition dans la politique du parlement lui-même, les historiens mettent, en effet, l'accent sur les menées des différents partis à l'intérieur du gouvernement.⁸ Notons que la grande exception à cette

5. J. Flammermont, *Le Chancelier Maupeou et les parlements* (Paris, 1883); R. Mousnier, *Les Institutions de la monarchie absolue, 1598-1789*, 2 vol. (Paris, 1990-1992); A. Cobban, 'The parlements of France in the eighteenth century', *History* 35 (1950), p.64-80; F. L. Ford, *Robe and sword: the regrouping of the French aristocracy after Louis XIV* (Harvard, MA, 1953); F. Bluche, *Les Magistrats du parlement de Paris au dix-huitième siècle* (Paris, 1960); Michel Antoine, *Louis XV* (Paris, 1989); L. Laugier, *Un Ministre réformateur sous Louis XV: le Triumvirat 1770-1774* (Paris, 1975).

6. J. Egret, *Louis XV et l'opposition parlementaire, 1715-1774* (Paris, 1970).

7. Le premier historien à soutenir cette thèse fut J. H. Shennan, *The Parlement of Paris* (Londres, 1968), mais il voyait les juges comme les défenseurs de lois contre une monarchie trop absolue, sans cependant mettre l'accent sur leur défense acharnée de leur juridiction et privilèges.

8. Voir W. Doyle, 'The parlements of France and the breakdown of the old regime, 1771-1788', *French historical studies* 6 (1970), p.415-58; P. R. Campbell, 'The conduct of politics in the time of the cardinal de Fleury', thèse de doctorat, Université de Londres, 1985) et *Power and politics in old regime France* (Londres, 1996), deuxième partie: 'Jansenism,

règle est l'activité du parti janséniste précisément à l'époque de Voltaire, qui suscite l'opposition des magistrats à la bulle *Unigenitus* et le refus des sacrements.⁹

Je tâcherai de montrer qu'en dépit d'une certaine pénurie de références explicites, Voltaire, comme plusieurs de ses contemporains les plus lucides, était au fait des relations subtiles entre pouvoirs politiques et judiciaires que l'historiographie la plus récente a remis à jour. Néanmoins, et ce point me paraît fondamental, Voltaire a choisi de ne pas se servir de sa connaissance des rapports complexes entre les différents pouvoirs dans ses publications. L'un des enjeux du texte qui suit sera de mettre à jour les raisons de Voltaire pour de telles stratégies.

Cela permettra de sortir de l'ornière des anciennes interprétations qui acceptaient tout témoignage, même le plus douteux. Un exemple: sur le seul témoignage de Wagnière, son secrétaire, on a souvent répété que l'*Histoire du parlement*, composée en 1768, fut écrite à l'initiative du ministère – et donc que le livre était un prélude à la réforme, écrit avec ou pour Maupeou.¹⁰ Tout le contexte historique porte à croire que ce n'est sûrement pas le cas. D'abord la chronologie: dans une lettre à Morellet du 12 décembre 1767 il est assez clair que Voltaire est déjà en train de préparer son livre bien avant que Choiseul ait pensé à faire de Maupeou un chancelier de France. Plus significatif encore, on voit mal pourquoi Choiseul, dont toute la politique allait dans le sens d'un accommodement avec le parlement (qu'il contrôlait par son patronage et par le parti janséniste), aurait voulu en 1768 exacerber ses relations avec les magistrats. Le Chancelier Maupeou lui-même en 1768 et 1769 travaille pour la restauration du parlement de Bretagne et croit qu'il peut travailler avec, et non pas contre, le parlement de Paris.¹¹ Il est vrai que Voltaire, dans son livre de 1769, est critique vis-à-vis du parlement, mais il n' imagine pas la réforme de 1771, et il fait ressortir ses thèmes habituels et préférés.

politics and the parlement of Paris', p.193-319, une analyse du parlement reprise et confirmée pour l'époque suivante par J. Swann, *Politics and the parlement of Paris under Louis XV, 1754-1774* (Cambridge, 1995). Voir aussi la thèse de doctorat de J. M. J. Rogister sur la crise parlementaire de 1753-1754 (Oxford, 1972) publiée sous le titre: *Louis XV and the parlement of Paris, 1737-1755* (Cambridge, 1995).

9. Voir D. K. Van Kley, *The Jansenists and the expulsion of the Jesuits from France, 1757-1765* (New Haven, CT, 1975) et *The Damiens affair and the unravelling of the ancien régime, 1750-1770* (Princeton, NJ, 1984); P. R. Campbell, 'Aux origines d'une forme de lutte politique: avocats, magistrats et évêques. Les crises parlementaires et les jansénistes, 1727-1740', dans *Jansénisme et révolution*, actes du colloque de Versailles, 1989, éd. C. Maire, *Chroniques de Port-Royal* (1990), p.147-61. Cet argument est repris par Swann pour l'époque 1754-1771, mais est nié (à tort à mon avis) par Rogister, *Louis XV and the parlement of Paris*.

10. Les *Mémoires secrets* accusent Voltaire (le 17 juillet 1769) de n'avoir fait l'*Histoire du parlement* 'que pour se rendre favorable le ministre qui lui a fourni les matériaux'. Ceci est vraisemblablement une référence à Choiseul et non pas à Maupeou, et il s'agit sans doute d'une de ces calomnies dont les auteurs des *Mémoires secrets* sont spécialistes.

11. En 1769 et avant, Maupeou ne s'intéressait pas aux projets de réforme, selon son commis, C. F. Lebrun, *Opinions, rapports et choix d'écrits politiques* (Paris, 1829), p.13-22.

En somme, la plupart des écrits sur Voltaire et le parlement ne prennent pas assez en compte l'ensemble des problèmes d'interprétation. En général, après un paragraphe ou deux sur les thèmes de l'*Histoire du parlement*, ils se contentent de dissenter longuement sur le débat entretenu au dix-huitième sur le pouvoir des nobles, sur la 'thèse royale' contre la thèse nobiliaire. Un certain nombre des critiques ont même insisté sur le fait que l'*Histoire* était objective: 'It is a relatively minor achievement, but it is a full-scale history, remarkably informative and objective', affirme Peter Gay; Nuci Kotta rajoute que 'the work as a whole is reliable and fair-minded'. En 1994, René Pomeau écrit que 'l'*Histoire du parlement de Paris*, sévère mais objective, apportait à sa date une contribution non négligeable, préparant une réforme judiciaire, qui passait nécessairement par une réforme des parlements'.¹²

Nous devons donc nous fixer l'objectif d'explorer de façon plus fondamentale les intentions de Voltaire dans ces divers écrits. Pour ma part, je focaliserai mon attention sur les stratégies voltairiennes, aussi bien du point de vue des arguments utilisés que vis-à-vis du public et de ses protecteurs. Le fait que Voltaire nie être l'auteur de l'*Histoire* est bien connu, mais plus intéressante est la façon dont ses écrits reflètent ses contradictions d'auteur: il est en effet contraint de naviguer entre l'expression de ses points de vues critiques et le seuil d'acceptabilité d'une partie de son audience qu'il risquerait de s'aliéner par un discours trop radical. S'il allait trop loin, le prix à payer serait une opposition pouvant conduire à la perte de ses protecteurs.

Par exemple, pour donner plus de vraisemblance à sa dénégation, Voltaire insiste sur le fait (évidemment faux), que seulement un 'homme du métier' aurait pu avoir accès aux sources pour écrire cette histoire.¹³ On pourrait citer aussi son analyse de l'affaire Damiens qu'il construit uniquement à partir des sources officielles (que peut le censeur, donc?). En 1763, dans le *Précis*, il ne mentionne pas le fait, d'ailleurs illégal, que le garde des Sceaux Machault a torturé Damiens aussitôt après son arrestation, mais dans l'*Histoire du parlement*, éditée à l'époque où Machault n'est plus au gouvernement et ne peut plus le poursuivre, il l'écrit.

i. Les idées majeures de Voltaire à propos du parlement

Voltaire en sait beaucoup plus qu'il n'en dit. L'apparente simplicité narrative de l'*Histoire du parlement de Paris* ne doit pas empêcher de voir la complexité des vues voltairiennes sur la question.

12. P. Gay, *Voltaire's politics*, p.317; N. Kotta, 'Voltaire's *Histoire du parlement de Paris*', p.223; R. Pomeau, *Voltaire en son temps*, t.4, 'Ecraser l'infâme' (Paris, 1994), p.401.

13. Voir L. Moland, 'Avertissement' à l'*Histoire du parlement de Paris*, M, t.16. On notera que Voltaire s'offre un compliment sur la qualité de ses propres recherches.

Aussi bien dans *Le Siècle* que dans l'*Histoire*, Voltaire évoque plusieurs étapes importantes de l'histoire de cette institution. S'inscrivant dans la tradition germaniste, il accepte l'idée que, sous les Mérovingiens et les Carolingiens, il y ait eu des assemblées de guerriers connues sous le nom de parlements. Il explique ensuite que ces parlements seront remplacés par les états généraux et non pas par la cour de justice. Celle-ci, créée plus tard par Saint Louis, fut également appelée parlement. Elle fut d'ailleurs d'une grande utilité au roi. C'est seulement sous le règne de François I^{er} que ce parlement commence à exprimer des ambitions politiques; la même époque voit l'introduction officielle de la vénalité des offices. C'est Henri IV qui met fin temporairement aux incursions du parlement dans la vie politique, mais la régence de Marie de Médicis donne l'opportunité aux cours de justice de la proclamer régente, – précédent suivi par Anne d'Autriche et plus tard par le Régent Philippe d'Orléans. Richelieu avait dompté le parlement, mais pendant la régence d'Anne ses ambitions se font de nouveau sentir: la fronde en est la conséquence.

Dans *Le Siècle*, le commentaire amusant et ironique sur les tergiversations de la politique entre 1648 et 1653 sert à dévaluer les prétentions des magistrats à être considérés comme les pères de la patrie. Le parlement n'est pas réaliste en politique et les magistrats auraient été conduits par les factions et l'esprit de parti. 'Ils n'étaient pas chefs de parti mais les instruments des chefs.' Voltaire veut surtout faire comprendre que le parlement a fait preuve d'une grande incapacité en matières de finance et politique, et qu'il était à l'époque et le serait à l'avenir, incapable de l'exercice de l'autorité politique dans l'Etat. 'Cette seule erreur de nom était le prétexte des prétentions ambitieuses d'une compagnie d'hommes de loi, qui tous, pour avoir acheté leurs offices de robe, pensaient tenir la place des conquérants des gaules, et des seigneurs des fiefs de la couronne.' Les arguments mis en avant par le parlement pour justifier son exercice du pouvoir, étant illégitime du point de vue historique, étaient en réalité la conséquence de ses ambitions corporatives. On pourrait presque dire que l'*Histoire du parlement* n'est autre chose qu'une version très longue et très circonstanciée de cet argument.

Rappelons-nous le jugement de Voltaire sur la Fronde dans l'*Histoire du parlement*: 'Un archevêque de Paris et une cour de judicature armés contre le roi, sans aucun prétexte plausible, étaient un événement dont il n'y avait point d'exemple' (ch.56). Notons que Voltaire n'analyse pas les centaines d'écrits en faveur du parlement (les mazarinades), ni les remontrances de celui-ci. Après tout, il aurait dû approuver le parlement pour avoir essayé de mettre des bornes à la croissance démesurée de l'autorité royale sous Richelieu et Mazarin. S'il ne l'a jamais dit, la raison tient au fait qu'il interprète l'histoire du parlement sous Louis XIV à travers une grille de lecture fortement inspirée par l'expérience des décennies 1730-1750, époques où le parlement semble dépasser les bornes pour critiquer l'exercice de l'autorité royale. Dans cette optique, les

incursions du parlement dans la vie politique, en particulier celles en opposition au conseil d'Etat, ne seront jamais approuvées par Voltaire.

Pour le philosophe, sous Louis XIV, le parlement est réduit à l'obéissance surtout après 1673, lorsqu'il lui est défendu d'émettre des remontrances avant l'enregistrement des lois. Mais le parlement continue à rendre service à la monarchie, en réprimant les abus du pouvoir ecclésiastique et les prétentions de Rome. Voltaire approuve donc le parlement dans la mesure où il ne dépasse pas les bornes.

Dans quelle mesure les quelques pages sur le parlement sous Louis XIV, dans *Le Siècle de Louis XIV*, sont-elles rigoureuses et objectives? Il est évident que, selon les critères de notre époque, elles ne le sont pas. Ce qui est bien plus important, c'est qu'elles ne le sont même pas selon les critères d'alors. Il suffit de comparer les pages de Mably dans ses *Observations sur l'histoire de France* avec les écrits de Voltaire pour le confirmer. Il en est de même pour les pages de Voltaire sur l'époque de Louis XIV dans son *Histoire du parlement*. Effectivement on pourrait dire que sa relation de chaque époque dans l'*Histoire du parlement* laisse beaucoup à désirer, même selon les critères du milieu du dix-huitième siècle. Il ne faut certainement pas en déduire que Voltaire ait été un mauvais historien, mais nous devons faire l'hypothèse que son but principal n'était pas de donner une analyse précise d'une période donnée. Ce qu'il a offert aux lecteurs de son époque n'est pas une véritable histoire du parlement, et cela en dépit de sa forme chronologique, mais un discours ou des réflexions sur l'histoire du parlement, véhiculés par une longue narration événementielle.

Or, si l'étude des événements n'est parfois pas très analytique, la narration est assez exacte. Voltaire mentionne tous les épisodes importants, il ne fabrique ni discours, ni scènes imaginaires; néanmoins, et au contraire de beaucoup de ses pairs, il propose peu de citations et ne présente aucune pièce justificative. Cela dit, sa longue narration fait partie de son argumentation pour autant qu'elle raconte une histoire de la contingence, de changements perpétuels et d'évolution des institutions. On sent que Voltaire évoque la possibilité d'une rationalité historique, rarement adoptée par les acteurs du moment. Comme le dit Diego Venturino, il se sert de l'histoire contre l'histoire.¹⁴

Voltaire considère que certaines vues très à la mode parmi ses contemporains sur les origines historiques des institutions parlementaires et royales sont à la fois erronées et manquent de pertinence car les temps changent et le passé ne peut pas dicter le présent: l'histoire des origines ne confère pas un rôle légitime aux cours souveraines dans la politique. Etant une cour de judicature, le parlement ne saurait jouer un rôle politique. Il écrit, 'Le parlement, dans toutes ses démarches, ne consultait que ses lois et le maintien de son autorité. Le roi voyait au-delà, il considérait les

14. D. Venturino, 'Histoire et politique', p.1373-74.

convenances qui demandent souvent que les lois plient.¹⁵ Voltaire est réaliste en politique. Les droits du parlement et ceux du roi ont été acquis au cours des siècles selon un processus *ad hoc* et opportuniste. Ces trois points nous aident à comprendre sa vision du fonctionnement de l'histoire, et surtout clarifient son interprétation de la constitution de la monarchie française. Dans le *Précis*, il parle de 'cette guerre si ancienne et si interminable entre la juridiction séculière et la discipline ecclésiastique; leurs bornes n'ayant jamais été bien marquées' (p.376).

A la fin du chapitre 59 de l'*Histoire du parlement*, il écrit: 'Chaque pas qu'on fait dans l'histoire de France, prouve [...] que presque rien n'a été réglé d'une manière uniforme et stable, et que le hasard, l'intérêt présent des volontés passagères, ont souvent été législateurs.'¹⁶ Il dit que l'histoire est une somme de 'folies et malheurs' (p.382) et insiste sur le fait que (p.384):

Presque rien n'étant déterminé en France par des lois précises, les bornes, les privilèges de chaque corps étant incertains, le clergé ayant toujours étendre [étendu] sa juridiction, les chambres des comptes ayant disputé aux parlements beaucoup de prérogatives, les pairs ayant souvent plaidé pour les leurs contre le parlement de Paris, il n'était pas étonnant que le grand conseil eût avec lui quelques querelles.

Et il croit que les origines des lois sont souvent 'le hasard, l'intérêt présent, des volontés passagères'.¹⁷ En conséquence, il pense que les implications politiques des remontrances, de l'argument sur l'union des classes, sur les pouvoirs intermédiaires, sont mal fondées et dangereuses. Afin de discréditer ces arguments, il se sert de l'affaire Damiens pour montrer que la conséquence de ces idées est le parricide.

Je passe rapidement sur ses idées sur la vénalité des offices qu'il considère comme un abus, sur le coût de la justice pour les justiciables, que l'on retrouve surtout dans ses pamphlets en 1771. Par ailleurs, Voltaire approuve fortement les limites imposées par le parlement au pouvoir de l'Eglise, mais il insiste sur le fait que, comme tous les corps, le parlement a besoin de la poigne paternelle pour l'empêcher de dépasser les bornes.

Voltaire est opposé à certaines pratiques du parlement: les frais de justice trop élevés, son opposition à la politique fiscale de la monarchie, et au conseil d'Etat. Sur la question des impôts, il dit: 'ce corps ne fit jamais la force des rois quand ils eurent besoin d'argent'.¹⁸ Le parlement n'est jamais le sincère défenseur de la nation. Le parlement est hypocrite et se sert de son opposition aux impôts royaux pour se faire valoir auprès du peuple. Par-dessus tout, Voltaire condamne le parlement lorsqu'il persécute les colporteurs et interdit les livres. La position de Voltaire sur la tolérance religieuse a déjà suffisamment été évoquée par d'autres auteurs

15. Voltaire, *Le Précis du siècle de Louis XV*, ch.36, *M*, t.16, p.381.

16. Voltaire, *Histoire du parlement de Paris*, *M*, t.16, p.56.

17. Voltaire, *Histoire du parlement de Paris*, *M*, t.16, p.56.

18. Voltaire, *Le Précis du siècle de Louis XV*, *M*, t.16, p.387, et *Dictionnaire philosophique*, article 'Parlements de France', *M*, t.20, p.171.

pour que je n'aborde à nouveau ce point ici et il en est de même pour sa condamnation de la cruauté de la torture.

Pour conclure cette partie, nous pouvons souligner qu'il existe des lacunes dans son *Histoire*. D'une part, Voltaire ne parle pas de l'énorme travail de justice que fait le parlement. Pour en donner une idée plus précise, malgré des dégâts importants provoqués par deux incendies du palais de justice, en 1681 et en 1776, il reste aujourd'hui 906 volumes de jugements criminels, 3309 registres du conseil qui juge les appels, soit plus de 10,000 volumes en tout, 5 millions de décisions judiciaires sur cinq siècles. Par rapport à tout cela, le rôle politique du parlement paraît moins important, et ne remplit que quelques volumes.

D'autre part, Voltaire s'occupe peu du rôle administratif du parlement (qu'il mentionne tout de même dans le *Précis* comme 'la police générale'), ni de l'immense travail d'administration de la justice que fait le parlement dans son ressort qui couvre plus que la moitié du pays. Il aurait pu faire allusion au fait que seulement une petite minorité des conseillers font presque tout le travail. Il n'est donc pas besoin de souligner que nous avons affaire à une histoire qui n'est que politique.

ii. Les stratégies voltairiennes

Après ce bref exposé des principales idées de Voltaire, revenons à la question de ses stratégies. Comparons ce que Voltaire a effectivement dit avec ce qu'il était en mesure de dire et qu'il n'a pas dit. Quatre voies s'offrent sans doute à nous pour mettre à jour la gamme des arguments disponibles pour Voltaire. Tout d'abord, il y a les points de vue plus ou moins explicités dans ses textes publiés, comme nous l'avons esquissé plus haut. Puis, il y a les allusions entre les lignes, les idées difficiles à discerner sans une compréhension attentive du contexte et pour cela un effort important de reconstruction historique est nécessaire. Ensuite viennent les arguments dont il avait parfaitement connaissance, puisqu'il les a mentionnés dans des notes ou des lettres, mais qu'il n'a pas utilisés dans ses publications. Enfin, il y a les analyses auxquelles il ne fait pas référence alors qu'elles étaient mises en avant par d'autres contemporains, et nous pouvons donc supposer que Voltaire les connaissait. Avec cette approche, il est possible d'apporter un éclairage sur les stratégies voltairiennes dans les textes édités. Il est clair qu'une histoire du parlement par Voltaire qui intégrerait tous ces aspects donnerait une histoire bien différente de celle qu'il a écrite en réalité. Une telle histoire aurait été plus complète et aurait suscité plus de polémiques. Mais Voltaire a fait, à l'évidence, des choix lorsqu'il traitait de questions sensibles concernant le pouvoir des cours souveraines, qui étaient alors considérées comme secrets d'Etat. Ces choix sont susceptibles de nous aider à mieux interpréter ces textes. Nous pourrions peut-être argumenter alors que l'*Histoire* est plus qu'un très long pamphlet, mais moins qu'une véritable histoire.

Ceci dit, l'on sait que certaines affaires célèbres l'ont poussé à écrire: Calas, Sirven, La Barre et Lally. Ainsi, par le biais de l'*Histoire du parlement*, Voltaire transmet encore une fois ses messages fondamentaux: écraser l'infâme; une version modifiée de la 'thèse royale', avec le besoin d'une action bienfaisante et rationnelle par le roi, afin d'améliorer la vie de ses sujets (argument que l'on peut caractériser comme une solution d'autorité mais évidemment pas démocratique); l'importance de l'Etat de droit. Mais il est à souligner que Voltaire dialogue avec d'autres penseurs qui ont mis en place les termes du débat: Boulainvilliers, Montesquieu, Hénault, Le Paige, Mably, et les auteurs des remontrances du parlement.¹⁹ Il est donc obligé de parler de la thèse germanique, de critiquer Hénault ici et là.

L'ouvrage de Le Paige n'est jamais cité par Voltaire, mais il est clair que les vues de Voltaire sur l'illégitimité des arguments tirés des origines s'appuient, sans le dire, sur cette version extrêmement partisane de la thèse germaniste. En tant que bon janséniste persuadé que le sentiment religieux de l'Eglise primitive devait caractériser l'Eglise du dix-huitième siècle, Le Paige avait repris l'argument que les origines du parlement dans les assemblées des Francs confèrent une légitimité à son opposition aux politiques royales et épiscopales, de plus en plus despotiques.

Mably, pour sa part, semble aussi présent dans la conception de Voltaire. Ainsi, en 1765, Mably avait mis en évidence la complicité du parlement avec la monarchie, utilisé par cette dernière pour étendre ses pouvoirs tout en créant une impression de consensus public. Voltaire aurait pu faire usage de cet argument quand le parlement a acquis à l'époque de Marie de Médicis sa juridiction sur les testaments royaux et les régence, mais il ne l'a pas fait.

Dans son histoire toute politique du parlement, Voltaire a des difficultés à exprimer certaines idées qui sont à sa portée, soit pour des raisons stratégiques, soit parce qu'il ne les envisageaient pas, soit pour maintenir la force de sa narration. Il y a deux sortes de non-dits. En premier lieu, il s'agit des idées auxquelles il fait allusion dans ses textes, comme l'on peut très facilement le comprendre en lisant entre les lignes: il était donc parfaitement capable de les reconnaître. Ainsi en est-il pour le rôle des enquêtes à susciter des protestations: les contemporains et récemment les historiens ont beaucoup parlé du rôle des jeunes conseillers des chambres des enquêtes dans le parlement, qui, sans avenir et sans liens de clientélisme avec les dirigeants de la cour, peuvent se permettre d'initier des débats et de nourrir des polémiques pour se faire valoir. Ainsi en est-il aussi du rôle des factions de cour dans le parlement qu'il mentionne à propos de Broussel en 1648.²⁰ Un autre exemple serait le rôle du parti

19. Voltaire ne sait pas, et c'est une découverte toute récente, que celles des années 1750 sont écrites par des magistrats jansénistes avec la collaboration de Le Paige.

20. 'La maison de Vendôme avait des amis dans le parlement, qui [...] excitaient toujours la compagnie contre le ministère [...] Broussel [...] était l'instrument des chefs de

janséniste, qu'il n'évoque pas. Il évite de parler dans son histoire et dans le *Précis* des intrigues du parti janséniste dans le parlement que l'on trouve longuement commentés dans les *Nouvelles ecclésiastiques*, et chez Barbier, ainsi que chez son ami le marquis d'Argenson.²¹

Plusieurs arguments à l'époque pourraient s'élever contre ses interprétations biaisées de l'histoire parlementaire. Par exemple, on pourrait évoquer la possibilité qu'avait le ministère de contrôler les cours souveraines, et que l'on trouve aussi commentée par les éditeurs de l'édition de Kehl, par Sénac de Meilhan et par le cardinal de Bernis.²² Si Voltaire avait explicité ce fait, il aurait complètement fragilisé son point de vue selon lequel le parlement était lui-même cause majeure de problèmes politiques. De plus, ceci aurait été un commentaire si habile que l'on aurait pu suspecter l'auteur d'avoir eu un accès privilégié à l'information et aux secrets du régime. En somme, cette omission sert aussi à donner l'impression qu'il s'agit d'un récit fait par un non-initié à partir de sources officielles.

Sans insister sur tous les exemples possibles, il est évident que Voltaire a opté pour certains choix. Si, comme nous l'avons déjà indiqué, Voltaire voit clairement que l'équilibre du pouvoir entre gouvernement et parlement change selon les conditions politiques au cours de siècle, il n'indique jamais que ce même processus d'arbitrage fonctionne au jour le jour dans les rapports entre la couronne et le parlement. Il ne veut pas reconnaître dans ses publications que ces rapports sont gouvernés par un flux et reflux, un va-et-vient, et que le 'management politique' est la clé pour la compréhension de leur rôle (c'est-à-dire, l'ensemble des stratégies, mettant à profit les structures institutionnelles, la rhétorique, le bluff, les négociations secrètes et les liens de clientélisme, en vue d'exercer un gouvernement efficace). Mais si ceci correspond à nos croyances actuelles, à nous autres historiens du parlement, il faut bien souligner que ces idées ont été énoncées très clairement par des contemporains de Voltaire.

Pourquoi donc pareil jugement? Voltaire veut que les positions du parlement et du roi soient en quelque sorte définitivement fixées en cette année de 1769. Ceci peut paraître un peu paradoxal chez quelqu'un qui

parti dans le parlement' (Voltaire, *Histoire du parlement de Paris*, ch.55). Dans *Le Siècle*, ch.4, à propos de l'arrestation des conseillers du parlement, il écrit: 'ils n'étaient pas les chefs de parti, mais les instruments des chefs'.

21. Nous entrevoyons par une note de Voltaire qui nomme l'abbé de Chauvelin, qu'il savait comme tout le monde que l'abbé Chauvelin était un des jansénistes les plus zélés dans le parlement, et qu'il cherchait à amener à sa cause.

22. Par exemple, une note des éditeurs de l'édition de Kehl dans le *Précis* (*M*, t.16, p.394-95): 'Il ne sera pas inutile d'observer ici que tous ces troubles n'eurent d'éclat et d'importance que par les divisions du ministère... mais comment se flatter que la tranquillité se rétablisse, lorsque chaque parti contre lequel le gouvernement se déclare est sûr d'avoir des protecteurs dans le gouvernement même, et peut voir bientôt s'emparer du premier crédit.' Voir aussi le cardinal de Bernis, *Mémoires et lettres de François Joachim de Pierre, cardinal de Bernis*, éd. F. Masson, 2 vol. (Paris, 1878), t.1, p.347-48; et G. Sénac de Meilhan, *Des principes et causes de la Révolution en France* (Paris, 1987), p.49.

insiste sur le fait que le régime n'avait point de constitution stabilisée. Mais Voltaire ne veut pas accepter que le parlement puisse être contrôlé par le pouvoir royal grâce à un certain nombre de stratégies évoquées plus haut. En fait, comme le savaient très bien les ministres et certains observateurs perspicaces, tant que les ministres s'entendaient, le parlement ne constituait pas un danger, et il était fort seulement quand les ministres étaient faibles.²³

Voltaire s'attaque au parlement dans la jurisprudence, lors des affaires célèbres, alors que cette cour était simplement une cour de justice obligée de porter jugement selon les lois décrétées par le conseil d'Etat. Est-ce parce qu'il ne peut pas s'attaquer aux législateurs qu'il s'attaque à ceux qui furent chargés de l'exécution des lois, de la 'police'. Serait-ce encore un stratagème?

iii. L'affaire Maupeou

Voltaire a beaucoup de difficulté à comprendre la vraie nature de l'affaire Maupeou et ceci est très révélateur. Nous savons aujourd'hui que les choses ne se sont pas passées comme Voltaire se l'imaginait. Ses amis, Condorcet, Diderot et D'Alembert étaient plus perspicaces.²⁴ Déjà, en octobre 1771 et pendant l'année 1772, il est clair que le ministère ne s'intéresse pas aux vraies réformes, il est évident aussi que la monarchie – selon le sentiment des ministres – doit rester théocratique. Pis encore, et là Voltaire se révèle devant tout le monde dupe de ses espoirs, ce coup contre le parlement n'a pas été la conséquence d'un vrai esprit réformateur, mais a bien été provoqué par l'influence du parti dévot à la cour royale – il était même question du rappel des jésuites! Voltaire, qui avait foi en la vertu des nouvelles cours plénières, sera bientôt cruellement déçu: dans l'affaire Gozman, les écrits de Beaumarchais, en étalant la corruption des juges devant l'opinion publique, le montrent bien. On comprend alors la grande désillusion de Voltaire, pour qui la philosophie politique du roi réformateur n'est plus crédible.

En 1764, il pourra dire à propos de la vénalité: 'Répétons donc qu'on peut tout faire, tout corriger; que le grand défaut de presque tous ceux qui gouvernent est de n'avoir que des demi-volontés et des demi-moyens. Si Pierre le Grand n'avait pas voulu fortement, deux mille lieues de pays seraient encore barbares [...]. Osez le vouloir, et vous en viendrez à

23. Voltaire note ceci dans un cahier de Saint-Pétersbourg: 'La vérité est que l'autorité et les fonctions de ce corps n'ont jamais été bien réglées, qu'il n'a été puissant que sous les ministres faibles. Il est ridicule de dire qu'il représente la nation. Ce mot seul de parlement fait une partie de sa force' (*Voltaire's notebooks*, éd. Th. Besterman, Oxford, 1952, p.94)

24. Voir sur tout cet épisode D. Echeverria, 'Voltaire', p.150-68. Echeverria examine aussi les rapports entre les besoins financiers de Voltaire et ses tentatives d'entrer dans les bonnes grâces de Maupeou.

bout.’²⁵ Après les leçons des années 1771-1774, cet ‘oser le vouloir’ n’est plus une position tenable. On le voit déjà dans son article sur le parlement dans les *Questions*, en 1771, quand il écrit à la fin: ‘On finit par la réforme de tous les parlements, et on espéra de voir réformer la jurisprudence.’ Et en 1775, il continue: ‘On fut trompé: rien ne fut réformé. Louis XVI rétablit avec sagesse les parlements que Louis XV avait cassés avec justice. Le peuple vit leur retour avec des transports de joie.’ Le mot ‘peuple’ ici est lourd de signification. Et les philosophes? Qu’en pensaient-ils? Voltaire se rend compte qu’il n’y aura pas de Télémaque possible en France. Cet épisode sera donc une clé pour comprendre son repli sur soi et son goût réitéré pour la ‘culture de son jardin’.²⁶

En guise de conclusion, je voudrais émettre une hypothèse, et terminer par quelques remarques sur la présence de l’esprit voltairien dans les débats d’aujourd’hui. L’*Histoire du parlement de Paris* est loin d’être un simple texte antiparlementaire inspiré par la haine de Voltaire contre les bourreaux de Calas. J’espère avoir démontré que ce livre approfondit les idées implicitement suggérées par Voltaire dans *Le Siècle*. On peut avancer l’hypothèse qu’en s’attaquant au parlement plus qu’il ne le méritait, et pour des raisons qui ne sont pas justifiées par les faits, Voltaire a eu l’intention de provoquer le ministère sur la question de la tolérance et de la réforme – non pas du système judiciaire à laquelle personne ne s’attendait en 1769 – mais de la jurisprudence.

Il est possible de discerner chez Voltaire un certain nombre d’idées sur le parlement qui seraient soutenues par les recherches les plus récentes même s’il ne les exprime pas de façon explicite. Il comprend l’importance de la faction: ‘Tout a paru tranquille au dedans jusqu’à ce que le faux zèle et l’esprit de parti fassent naître de nouveaux troubles.’²⁷ Il dit aussi que le parlement ‘ne consultait que ses lois et le maintien de son autorité. Le roy voyait au-delà, il considérait les convenances qui demandent souvent que les lois plient’ (p.381). Il exprime même une idée mise en valeur par Norbert Elias selon laquelle le rôle du roi est de maintenir un équilibre entre les institutions et les factions. ‘Ce monarque se voyait toujours entre deux grandes factions animées, comme les empereurs romains entre les bleus et les verts’ (p.383). Comme Turgot, et Mme de Staël plus tard, Voltaire insiste sur le fait que la France n’a pas de constitution stable. ‘Tout le mal, Sire, vient de ce que la France n’a point de constitution’, écrit Turgot dans son *Mémoire sur les municipalités*. L’on retrouve chez Voltaire la même idée: en France, se trouvent d’un côté des nobles et des institutions corporatives qui se disputent sans cesse la place, de l’autre, le peuple, mal éduqué.²⁸ Cet esprit de réforme autoritaire mais néanmoins

25. Voltaire, article ‘Vénalité’ du *Dictionnaire philosophique*, M, t.20, p.552.

26. D17335, D17382, D17302.

27. Voltaire, *Précis du siècle de Louis XV*, p.394.

28. ‘Le peuple est toujours porté au fanatisme’ (Voltaire, *Précis du siècle de Louis XV*, p.394).

éclairé pourrait expliquer la persistance de l'attraction des historiens de droite pour une interprétation au pied de la lettre de son analyse. Dans cette version de l'histoire, le parlement est une force qui tendrait soit vers l'aristocratie soit vers l'anarchie. Voltaire écrit à propos de Maupeou: 'Cette étonnante anarchie ne pouvait plus subsister: il fallait que la couronne reprît son autorité.'²⁹

On voit donc que la version voltairienne de l'histoire du parlement continue à faire des adeptes. Elle est soutenue, sans doute inconsciemment, par certains historiens, et l'on voit ainsi que Voltaire est entré dans le courant de l'historiographie conservatrice des dix-neuvième et vingtième siècles. Malheureusement, la méthode de Voltaire, qui consiste à prendre les édits et remontrances au pied de la lettre, comme des positions vraies, a continué de séduire les historiens qui passent à côté des stratégies des ministères et des parlements, et qui ne voient pas que les textes officiels sont une rhétorique, et que la vraie vie politique de l'ancien régime était une question de négociations et de compromis. Même si Voltaire n'a pas exprimé cela explicitement, il l'a clairement compris. La version simplifiée de l'histoire parlementaire était destinée à faire passer son propre message politique. On peut donc accorder à Voltaire une grande subtilité qui a parfois fait défaut aux historiens qui l'ont suivi.

29. Voltaire, article 'Parlements de France', *Dictionnaire philosophique*, M, t.20, p.177.